

INSTRUCTION

N° 02-006-B3 du 23 janvier 2002

NOR : BUD R 02 00006 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

ATTRIBUTION DE LA RETRAITE DU COMBATTANT.

ANALYSE

Ouverture du droit à la retraite du combattant dès 60 ans pour les titulaires d'une pension militaire d'invalidité indemnisant une ou plusieurs infirmités imputables à des services accomplis au cours d'opérations déclarées campagne de guerre ou d'opérations de maintien de l'ordre hors métropole.

Date d'application : 01/01/2002

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; RETRAITE DU COMBATTANT ;
PENSION MILITAIRE D'INVALIDITÉ ET DES VICTIMES DE GUERRE ; ATTRIBUTION ; AGE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 93-025-B3 du 15 février 1993.

DOCUMENTS À ABROGER

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| | | | | | | | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| CRP | TGE | TOM | CPE | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |

DIFFUSION

CS 4

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

L'article 128 de la loi de finances pour 2002 n° 2001-1275 du 28 décembre 2001¹, joint en annexe, ouvre le droit à la concession et au paiement de la retraite du combattant à soixante ans pour tout ancien combattant titulaire de la carte du combattant et d'une pension militaire d'invalidité indemnisant une ou plusieurs infirmités imputables à des services accomplis au cours d'opérations déclarées campagne de guerre ou d'opérations de maintien de l'ordre hors métropole.

Ce droit, effectif au 1^{er} janvier 2002, est inscrit à l'article L.256 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre par adjonction d'un alinéa in fine.

Il est rappelé aux comptables que la retraite du combattant n'est actuellement concédée en métropole qu'au soixante cinquième anniversaire de l'ancien combattant, l'attribution anticipée à soixante ans n'étant autorisée que lorsque certaines conditions de ressources ou d'invalidité sont réunies (cf. instruction n° 93-25 B3 du 15 février 1993).

Les pensionnés concernés par la nouvelle mesure devront adresser leur demande à l'administration des anciens combattants et des victimes de la guerre, seule compétente pour examiner le droit à la retraite du combattant.

Afin de respecter les règles d'attribution des pensions, les titres de paiement émis en application de ce texte seront adressés au comptable d'ores et déjà assignataire de la pension militaire d'invalidité.

Les comptables sont invités à s'assurer de l'exactitude du rattachement effectué par les services du Secrétariat d'État aux anciens combattants et, en cas d'erreur, à transférer le titre au comptable compétent pour en assurer le paiement.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
Pour le directeur général de la comptabilité publique
L'INSPECTEUR DES FINANCES
CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

¹ Loi publiée au Journal officiel du 29 décembre 2001, pages 21074 et suivantes.

ANNEXE : Article 128 de la loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001)

Article 128

L'article L 256 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les bénéficiaires d'une pension d'invalidité au titre du présent code, indemnisant une ou plusieurs infirmités imputables à des services accomplis au cours d'opérations déclarées campagne de guerre ou d'opérations de maintien de l'ordre hors métropole et titulaires de la carte du combattant, ont droit à la retraite du combattant à l'âge de soixante ans ».